

Campagne IR 2023

***On supprime des emplois,
on ferme les yeux très fort, on fonce, et advienne que pourra!***

Telle pourrait être la devise de la DGFIP selon le pilotage de M Fournel, relayé loyalement par les directions locales. Concernant la campagne IR, 3 axes prioritaires apparaissent cette année:

1 La vigilance renforcée contre la fraude ;

2 La mise en place de GMBI et son «*appropriation*» ;

3 l'accueil des usagers (physique et téléphonique).

1 La vigilance renforcée contre la fraude:

C'est un comble, depuis des années, nos syndicats ont prévenu la DG au plan national et au plan local: les suppressions d'emplois massives dans les SIP ne sont pas sans conséquences sur l'exercice de nos missions, même si les voyants affichés sont, curieusement, toujours au vert +++.

Pourtant, au nom des gains de productivité liées à la numérisation, la télédéclaration, la déclaration automatique, les télécorrections, simplifications, la rationalisation, la priorisation, l'optimisation et le développement de l'IA, les fusions de services incessantes, les abandons de missions se sont succédé et, de renoncements en renoncements, on est arrivé au résultat que nous connaissons aujourd'hui: faux crédits d'impôts, faux comptes, faux RIB, piratages en masse la fraude explose !

Conséquence: la DGFIP jette l'argent par les fenêtres à coups de centaines de millions d'euros. **Et il n'y aurait pas de budget pour nos retraites et nos rémunérations, c'est une mauvaise blague.**

Comment a t'on pu en arriver là ? Le contrôle a priori des déclarations a été supprimé, puis l'accès à la télécorrection, sans joindre le moindre justificatif aux réclamations (contentieux), **c'est le tout numérique en**

mode open bar. Le contrôle a posteriori dans les SIP a été liquidé par les suppressions d'emplois, et on a ouvert la voie à une fraude massive. Certains ne s'y sont pas trompés. A la DGFIP, il y a moyen de récupérer plein de sous en mode facile, c'est open bar ! Nous sommes devenus une usine à Cash pour les petits malins et les escrocs. Il nous faut donc désormais être «*extrêmement vigilants*», **Oups ! comme on dit à la DGFIP.**

Si la DGFIP porte intégralement la responsabilité de cette situation qui participe à ruiner notre pays, les autres services de l'État ne sont pas en reste. C'est une politique globale, aberrante de course aux suppressions d'emplois et aux prétendus gains d'efficacité, de l'efficience, qui produit partout les mêmes effets: la liquidation en règle du service public qui profite aux fraudeurs. Que reste t'il aux ministres et aux Directions ? Faire de la Com ! Ainsi, sans moyens humains, la DG a ouvert la voie au travail bâclé et à l'industrialisation des tâches. Nous vous l'avions signalé au moment où vous aviez décidé de passer en force avec la fusion des SIP de Rennes. Un an après, nous y sommes. Le contrôle d'initiative n'est plus assuré par les SIP et les dossiers concernés n'intéressent pas le PCRP, il n'y a donc plus de contrôle d'initiative. Ca s'appelle **Oups !** c'est un nom ridicule, avec le droit à l'erreur, c'est Open bar aussi !

Qu'en est-il du contrôle dans le seul document de travail connu de la DG sur l'avenir des SIP ?

Le contrôle d'initiative dont le Directeur avait annoncé le grand retour lors de ses dernières visites de services «*afin de garder de l'intérêt au travail,*» c'est simple, il disparaît corps et bien.

«Le CSP d'initiative n'a pas vocation à être exercé au sein des SIP, et relève du service du PCRP.» Ça aussi, c'est fait !

Ainsi, à la fois on se recentre sur le cœur de métiers (*L'activité des SIP doit se recentrer sur leurs missions de pleine compétence.*), mais d'un autre côté, le périmètre de l'accueil physique réalisé par les SIP doit être élargi à celui couvert par les Espaces France services (EFS). «Les SIP seront ainsi amenés à intervenir sur un champ plus étendu qu'aujourd'hui, dépassant les seules questions fiscales, mais selon un degré variable, allant de la gestion (pour les questions fiscales) à l'information ou l'orientation des usagers, vers les autres services compétents, au sein de la DGFIP ou d'autres administrations compétentes (pour les questions non fiscales).»

La note précise également: «En charge de missions de gestion désormais resserrées, les SIP doivent tendre autant que possible à décroiser les missions d'assiette et de recouvrement, en favorisant la polyvalence des compétences des agents et ainsi appliquer la logique de l'interlocuteur fiscal unique.»

Il est donc demandé à un agent du recouvrement de faire de l'assiette et l'inverse, tout en exerçant de surcroît des missions «**non fiscales**».

La DG a une bien curieuse conception de ce qu'est «le recentrage sur le cœur de métiers». Il est pourtant clair à la lecture de ce document que la volonté de la DG est bien de nous en écarter encore d'avantage.

Et qu'entend-t-on par le «non fiscal» ? En ne précisant aucun élément à ce sujet, la DG laisse planer un doute terrible sur "l'avenir des SIP". Ce flou légitime notre inquiétude quant à notre propre avenir, avec un service saigné à blanc et trituré depuis des années (fusion CDI/CDIF, puis création du SDIF...), amené à être vampirisé par de nouvelles missions "non fiscales". C'est déjà ce qui a été engagé avec la prime carburant

gérée par les services du recouvrement et d'assiette des SIP. Nos services sont insidieusement transformés en *Hot-line* pour gérer à la volée les mesures du gouvernement.

2 GMBI (Gérer Mes Biens Immobiliers):

Autre tour de force avec cette note DG, pas un mot sur l'accueil, les messages, les appels et le contentieux TH que va générer la mise en place de GMBI. L'application, qui n'est même pas citée, fait désormais officiellement reposer sur les seuls usagers la mise à jour de la TH.

Pourtant, chacun sait que ces charges ont déjà explosé, alors que les services ne pourront même pas procéder à la mise jour TH N+1...

(idée de génie !).«Tu la vois ta charge de travail ? Tu la vois ? et hop tu la vois plus !»

La DG aurait-elle fait signer un CDD au grand Oudini ou fait appel à un cabinet de consulting en prestidigitation ? **Une seule chose est sûre: la DG a chiffré à 1500 suppressions d'emplois ETP les gains de productivité avec GMBI: voilà au moins un domaine où la DGFIP sait anticiper !**

la charge de travail que constitue GMBI dans le cadre de la campagne IR ne fait l'objet d'aucun renfort supplémentaire, mais les médias font déjà état d'un «dispositif complexe», c'est le cas.

3 Accueil des usagers, physique et téléphone:

Le dispositif de renfort des SIP prévu dans la période est sensiblement le même que les années précédentes, avec un calendrier de permanences dans les EFS extrêmement chargé pour le nombre de collègues disponibles en SIP. Inutile de préciser que la menace de la pénalité de 150 euros prévue pour les récalcitrants à faire le travail à la place des agents sur GMBI ne peut qu'améliorer le climat dans nos accueils...